

<https://ricochets.cc/France-vers-la-dictature.html>



France : vers la dictature ?

- Les Articles -

Date de mise en ligne : jeudi 27 décembre 2018

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

L'une des principales différences entre une dictature et une pseudo démocratie tient à la façon de contrôler la population par la peur.

Dans une dictature, la population a peur du doigt levé du pouvoir.

Dans une pseudo démocratie, elle a peur de ce que le pouvoir lui montre du doigt.

Oui, mais voilà ! Malgré dix-sept années de battage médiatique, ce n'est plus la menace du « terrorisme islamiste » qui fait le plus peur aux habitants de l'hexagone, mais bien la violence immédiate et arbitraire de la police aux ordres du pouvoir.

Même parmi des groupes sociaux qui avaient une très bonne opinion de la police et qui s'imaginaient naïvement qu'elle était là pour les protéger, les choses sont en train de changer. Et pour cause !

Parmi les milliers de personnes blessées, agressées ou interpellées ces dernières semaines, beaucoup l'ont été au hasard, parfois au simple détour des rues. Il est emblématique que la seule morte, pour l'instant, était une personne âgée, tranquillement à l'écart de la foule, qui cherchait simplement à fermer ses volets à l'étage : **le pouvoir et sa police sont dangereux pour tout le monde et beaucoup commencent enfin à le comprendre !**

Ce n'est qu'en tirant sur la chaîne que l'on ressent sa présence et qu'en contestant le pouvoir que l'on perçoit son autoritarisme et sa brutalité.

Il est un fait que, dans l'hexagone, de plus en plus de gens souffrent à la fois du creusement des inégalités sociales et de l'arrogance du pouvoir.

Le fait que de nombreuses personnes peu politisées(1)(2) en arrivent à un tel niveau d'exaspération, d'entêtement et jusqu'à des combats de rue dignes de black blocs aguerris, en dit long sur la contestation du pouvoir actuel, et même, parfois, la contestation du pouvoir tout court, bien que l'imaginaire social reste pour l'instant limité à des réformes constitutionnelles de type référendum, encore sans rapport avec une révolution sociale et une sortie du capitalisme.

Cette montée subite de la contestation inquiète le pouvoir car il sait qu'elle va peut-être continuer à changer de forme et se « radicaliser ». **C'est dans la rue, dans l'excitation des barricades en construction et dans l'odeur des gaz lacrymogènes qu'on éprouve souvent le désir d'aller plus loin. C'est dans la parole libérée au sein de la foule consciente de sa puissance que l'imaginaire se libère à son tour. Et c'est dans cet imaginaire que se niche le désir et la volonté de changer le cours des choses.**

L'enjeu n'est pas de changer la société, mais de changer de société. Sans remise en question profonde du fonctionnement de celle-ci, rien ne changera vraiment et tout finira par revenir comme avant.

Ce vieux rêve d'émancipation sociale égaré dans les méandres d'un système politique qui n'a rien de libertaire, d'égalitaire ni de fraternel, continue d'inquiéter ceux qui possèdent les richesses et dirigent la société(3). D'où le durcissement de la société autoritaire qui accompagne le durcissement actuel du capitalisme.

Aujourd'hui, 26 décembre 2018, l'État vient de lancer un appel d'offres(4) pour le moins inquiétant : malgré les

nombreuses victimes de tirs de flash-balls (dont 4 ont eu la main arrachée et 10 ont été éborgnées), c'est plus de 1200 armes supplémentaires (LBD 40 mono-coups avec viseurs) qui s'appêtent à être commandées et, chose nouvelle, 450 modèles Penn Arms multi-coups qui seront en mesure tirer en rafales sur la foule (barillet pour 4 ou 6 coups).

Oui, le pouvoir s'appête à faire peur, encore plus que par le passé. Oui, sa police qui vise déjà comme bon lui semble va pouvoir continuer de le faire avec une arme beaucoup plus dangereuse encore : une arme impressionnante, comme sont déjà impressionnantes les photos des victimes de ces tirs qui menacent quiconque ose encore descendre manifester.

Par conséquent, nous sommes bien dans la logique de la peur du pouvoir lui-même et non plus la peur d'ennemis réels montés en épingle par les médias du pouvoir de façon à justifier une brutale réduction des libertés au prétexte de la sécurité, comme aux États-Unis par exemple (Patriot Act 1 et 2).

La police voit ses moyens sans cesse renforcés, tant du côté de la surveillance (écoutes presque illimitées, perquisitions intempestives, nouveaux moyens électroniques...) que du côté de la répression (interpellations brutales dans le but d'intimider, nombreuses assignations à résidence, violences policières tous azimuts...).

Et nous touchons là à un autre élément caractéristique des régimes totalitaires : la violation à grande échelle de la vie privée des habitants d'un pays. En France, il y a manifestement de moins en moins de séparation entre la vie privée et la vie publique, entre ce qui est du ressort de l'intime, de ce qu'on désire garder pour soi et pour ses proches, et de ce qui est de l'ordre de l'activité publique, qu'elle soit politique ou professionnelle, par exemple. Aujourd'hui, le pouvoir et sa police ont accès à tout, ou presque, tant au niveau des moyens matériels que des moyens juridiques. Et quand bien même une intrusion policière serait illégale, il est bien difficile de se défendre. Idem pour les violences policières.

Bref, ce pouvoir qui cherche de plus en plus à nous faire peur, à nous intimider, à nous surveiller jusque dans les replis de notre intimité, ressemble de plus en plus à celui qui se prépare à lui succéder.

Nous savions que Macron était du pain béni pour Le Pen : pedigree, accointances, fragrance, arrogance, capitalisme échevelé. Le Pen qui frôle la barre symbolique des 30% dans les sondages. Mais, en plus, Macron est en train de mettre en place sous nos yeux des éléments déterminants du régime ultra-autoritaire qui seront livrés tous chauds à la présidente du Rassemblement National si elle arrive au pouvoir.

Elle pourra alors disposer d'un fichage sans précédent de la population et d'une police décomplexée pour faire ce qui lui passera par la tête.

C'est pourquoi il est indispensable de stopper Macron au plus vite et de remettre totalement en question le système politique et économique.

Nous n'avons que deux perspectives : l'utopie ou la dystopie, l'émancipation sociale ou l'expérience fasciste.

Si c'est vraiment la liberté que nous voulons, alors prenons-la ! Prenons-la entièrement ! Prenons-la sans attendre !

Yannis Youlountas

Post-scriptum :

(1) « Les gilets jaunes ont-ils une couleur politique ? » Une enquête du collectif « Quantité critique » (coordonné par Yann Le Lann, maître de conférences en sociologie à l'université de Lille) qui a étudié 526 questionnaires recueillis auprès de gilets jaunes de toute la France.

<https://www.humanite.fr/enquete-les-gilets-jaunes-ont-ils-une-couleur-politique-665360>

(2) « Cours, gilet jaune, le vieux monde est derrière toi ! » Le mouvement des gilets jaunes est-il vraiment en train de changer de forme et de s'émanciper de l'extrême-droite qui a essayé de l'instrumentaliser depuis le début ? A quelles conditions peut-il s'étendre et rompre avec toute représentation politique ? Et si Macron finissait par tomber, qui serait le joker du capital et quel serait le meilleur moyen de le repousser ?

<http://bloggy.net/2018/12/03/cours-gilet-jaune-le-vieux-monde-est-derriere-toi/>

(3) Ceux qui possèdent les richesses dirigent la société puisque, dans une démocratie représentative, c'est le pouvoir économique, possesseur de la fabrique de l'opinion, qui détermine le pouvoir politique.

(4) Détails de l'appel d'offres sur le Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics (BOAMP) : <https://www.boamp.fr/avis/detail/18-179674/1>
ou télécharger le PDF : <https://www.boamp.fr/avis/pdf/18-179674>